



---

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME  
EN NORMANDIE

2017

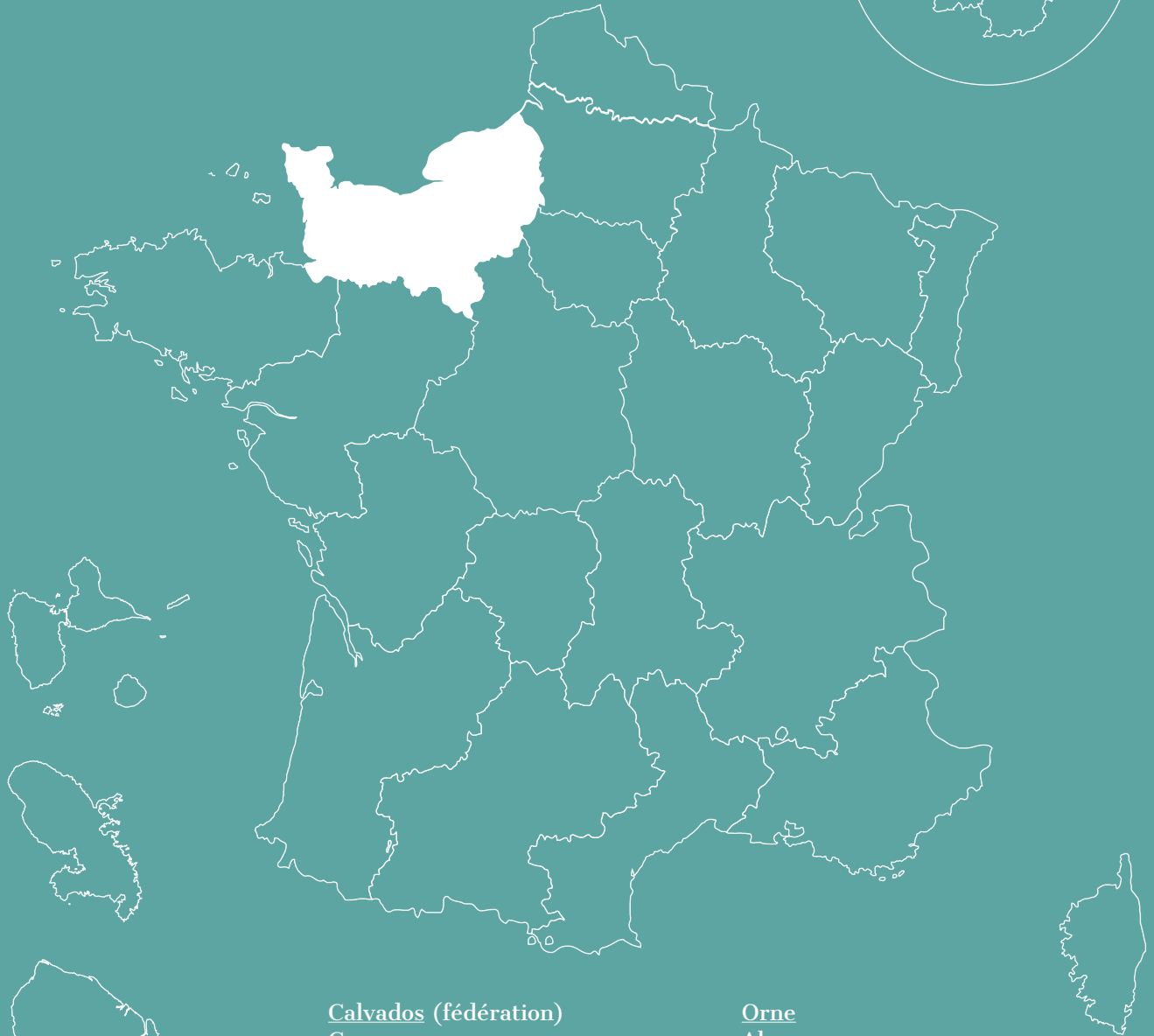
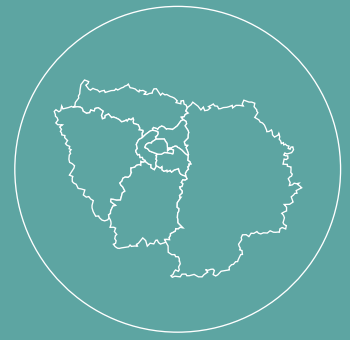
Ligue  
des **droits de**  
**l'Homme**

FONDÉE EN 1898



# NORMANDIE

La région compte 403 adhérents  
regroupés en 17 sections et 3 fédérations



Calvados (fédération)  
Caen  
Hérouville-Saint-Clair  
Lisieux Pays d'Auge

Eure  
Etrepagny et Gisors  
Evreux  
Louviers  
Pont-Audemer Bernay  
Vernon

Manche (fédération)  
Avranches  
Cherbourg Cotentin  
Coutances  
Granville  
Saint-Lô

Orne  
Alençon

Seine-Maritime (fédération)  
Elbeuf  
Le Havre  
Rouen



# ÉDITO

## DÉFENDRE LES DROITS ET LES LIBERTÉS PARTOUT, POUR TOUS

En 2017, la LDH est intervenue pleinement dans le vaste champ des droits de l'Homme. De plus en plus étendu et complexe, omniprésent dans le cadre du politique, il se décline dans des thématiques qui vont de la lutte contre le terrorisme en passant par les questions de migrations, des discriminations liées à l'origine, au genre, à la religion, aux handicaps, à des questions socio-économiques, d'éducation, de santé, d'environnement, de bioéthique...

Dans certains domaines, la LDH dispose d'une expérience et de compétences reconnues. Dans d'autres, elle innove, consciente que les droits et libertés se posent aussi dans des termes nouveaux avec les évolutions scientifiques, la révolution numérique, la « mondialisation », la destruction de la planète...

Le congrès de Grenoble a fixé, en juin 2017, deux axes stratégiques : la démocratie et la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Ils ont inspiré de nombreuses actions, prises de position et analyses. De même, la question de l'égalité femmes/hommes, celle de la liberté d'expression artistique compatible avec une lutte résolue contre le racisme et le sexisme ont été au cœur de ses interventions.

La LDH a aussi œuvré pour le respect des droits des étrangers et pour un accueil digne des migrants. C'est en effet à l'aune de la manière dont elle accueille ou au contraire regroupe, enferme, refoule ces étrangers qu'une société se jauge, se mesure à elle-même.

Le travail engagé sur les grands enjeux de société, de la santé et de la bioéthique (thème de son université d'automne en 2017), de l'accès aux droits socio-économiques, des questions « environnementales » témoigne aussi de l'ouverture de la LDH à des enjeux nouveaux.

Enfin, sur les questions internationales, la LDH a poursuivi son engagement auprès d'associations ou de collectifs qui, en France, agissent en solidarité avec les peuples, sociétés ou groupes opprimés, colonisés, victimes de guerre ou privés de démocratie.

Cette liste non exhaustive atteste d'une activité dense. Si, en France comme ailleurs, trop de droits sont bafoués et trop nombreuses en sont les victimes, l'air du temps est lui caractérisé par une tendance à relativiser ces réalités et à accepter comme une fatalité un renoncement aux droits, aux libertés, à l'exigence d'un traitement digne pour tous. Ce « relativisme » confine en fait au déni, qu'il s'agisse :

- de « relativiser » des violences institutionnelles (école, justice, police) ou des expressions ou des actes racistes, de peu s'inquiéter de la recrudescence d'une extrême droite raciste et liberticide et de ses discours et manipulations ;
- de se laisser gagner par une « insécurité identitaire » avec la défense d'une laïcité défigurée se traduisant, de fait, par le rejet d'une religion ;
- de nier la crise environnementale au nom d'intérêts particuliers ;
- de sacrifier des libertés sans état d'âme à la lutte antiterroriste ;
- de traiter de manière indigne des migrants au nom de la crise sociale ;
- de remettre en cause des droits sociaux au nom d'une lutte (improbable) contre le chômage ;
- d'écarter les nouveaux atours d'un patriarcat sans cesse renouvelé, tels que dénoncés par les femmes victimes de harcèlement, de violences et d'un traitement inégal.

Face à de tels défis, la LDH a produit analyses et positionnements et les a traduits en actions et outils, comme avec

la loi « sécurité et libertés », l'accueil des migrants, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, le numérique et la protection des données personnelles, ou encore la question des communs et de l'environnement.

Tant au niveau régional que local, l'action de la LDH se conjugue avec celle des citoyens et des associations qui défendent les droits et les mettent en pratique : par exemple le soutien juridique et l'accompagnement des migrants, ou encore de toutes celles et tous ceux qui sont touchés par le déni des droits. Ces mobilisations locales sont les maillons essentiels de diffusion d'une culture des droits de l'Homme : intervention en milieu scolaire, formation des acteurs associatifs et des citoyens sur le racisme, l'antisémitisme, les discriminations, organisation de nombreuses réunions publiques et ciné-débats.

Bref, la LDH s'est saisie en 2017 des grands enjeux qui agitent notre société et le monde sans jamais oublier la défense des droits et libertés et la solidarité dans tous ses aspects, pratiques et symboliques à la fois.

D'autres défis urgents se présentent à elle, s'agissant de son modèle de gouvernance et d'action, de ses modes de financement et de sa capacité à faire connaître son action et à attirer de nouvelles énergies. C'est là un chantier ambitieux qu'il nous faudra poursuivre avec la lucidité, l'exigence et la créativité que développent déjà, à toutes les échelles d'action, ceux qui font la vie de l'association : les ligueuses et les ligueurs.

**Malik Salemkour**  
Président de la LDH

# LA LDH NORMANDIE EN ACTION EN 2017

*Les thématiques qui intéressent la LDH sont multiples : démocratie, libertés, droits, justice, droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, étrangers – droit d'asile, égalité entre les femmes et les hommes, racisme, antisémitisme et discriminations, permanences, soutien juridique, campagnes d'alerte et de sensibilisation, pédagogie, communication, international, Europe...*

## Défendre les droits des étrangers

L'année 2017 en Normandie aura été marquée par une augmentation du nombre d'étrangers présents, dont beaucoup de mineurs non accompagnés (MNA).

La dispersion des demandeurs d'asile de Calais, l'ouverture de nombreux nouveaux centres d'accueil de demandeurs d'asile (Cada) en Normandie, deux ports importants donnant accès à l'Angleterre en Normandie (Le Havre et Ouistreham), la saturation des dispositifs d'accueil des MNA à Paris, la proximité de plusieurs villes normandes en accès direct par train : Rouen, Evreux, Caen... en sont les principales raisons.

La LDH de Caen rapporte que la situation est devenue critique à Ouistreham avec une centaine de jeunes dans les rues et l'attitude de refus de toute aide par la mairie.

Cette évolution a provoqué des difficultés qui entraînent la violation de leurs droits : conditions d'hébergement, destruction de biens, difficultés d'accès aux services juridiques ; déferrement ou refus de mise à l'abri des mineurs...

Toutes les sections de la Normandie se sont engagées dans l'accompagnement des demandeurs d'asile, des réfugiés, des mineurs non accompagnés pour le respect de leurs droits et de leur dignité. Elles ont œuvré pour promouvoir la

solidarité, à la fois sur le terrain en soutien aux associations qui s'occupent plus particulièrement des étrangers, que par la participation aux états généraux des migrations et des actions directes auprès des autorités.

### Action des sections envers les étrangers

Au Havre, l'action en faveur des étrangers a été un des thèmes principaux compte tenu de l'afflux de personnes cherchant à partir en Angleterre : réunion avec des réfugiés suite au démantèlement de la jungle à Calais ; Association France Palestine solidarité (AFPS) ; réunions du comité solidarité Syrie issu du collectif migrants (appel à parrainage) ; réunions en soutien des mineurs non accompagnés ; et plusieurs visites et lettres au président du département à propos des conditions d'hébergement à l'hôtel des Calètes.

A Ouistreham, l'enseigne Lidl a refusé l'entrée aux migrants, ou ceux-ci devaient être accompagnés d'un vigile. Après avoir été alertés par la CAMO (l'association d'aide aux migrants), un courrier au préfet du Calvados a été écrit avec l'appui du service juridique et une manifestation de soutien organisée.

A Pont-Audemer, des cafés-débats ont été organisés sur l'immigration. La projection du film *Les sauteurs*, le 15 novembre, a réuni soixante personnes. Suite au débat qui a suivi, un groupe de solidarité avec les migrants s'est mis en place en lien avec d'autres organisations.

A Caen, la section a participé à diverses actions dans la rue et auprès des autorités avec les associations d'aide aux migrants (Asti, Cimade, Médecins du monde). Elle a aussi adressé des courriers sur la situation à Ouistreham avec la LDH d'Hérouville-Saint-Clair et Solidaires, et participé aux manifestations de soutien. Des interventions ont été organisées dans un collège sur la question des migrants car ce collège avait la particularité d'accueillir des enfants néo-arrivants non francophones.

La section d'Avranches a participé aux actions d'Itinérance Sud Manche, aide juridique (suivi de soixante réfugiés) ; et au collectif 50 de soutien aux étrangers.

A Evreux les membres de la section militent en permanence pour l'accompagnement des étrangers au sein de l'association Cefed – Asti.

### Mineurs non accompagnés

En Normandie, on constate une situation particulièrement dégradée.

L'accompagnement des jeunes et des enfants s'avère de plus en plus difficile du fait du nombre important de jeunes mineurs et du refus des structures telles que l'Aide sociale à l'enfance (Ase) et du préfet de donner des suites favorables aux demandes.

Une véritable guerre juridique est engagée avec l'Ase qui ne respecte pas les droits fondamentaux en refusant l'hébergement des mineurs, même quand le juge des enfants le leur ordonne.

## Lutter contre les préjugés, les propos racistes, antisémites et xénophobes

La Ligue des droits de l'Homme refuse toute discrimination et combat toutes les formes de racisme et d'antisémitisme. Elle refuse d'enfermer la lutte contre le racisme et l'antisémitisme dans quelque démarche communautaire que ce soit.

La section de Caen a été en première ligne sur une campagne concrète d'interventions dans les quartiers populaires, diagnostic d'un quartier de Caen avec les ARC et le projet national de lutte contre les discriminations.

Plusieurs sections ont proposé des projections de films, et la section de Pont-Audemer Bernay, un festival du film des droits de l'Homme, en février 2017.

La section de Pont-Audemer Bernay a également organisé plusieurs débats sur l'enfance maltraitée, le revenu universel et sur le thème de la pauvreté en France avec le film *Se battre*, avec plusieurs associations : Secours populaire, Secours catholique...

## Promouvoir les solidarités

Dans un monde où les atteintes aux libertés sont courantes, la LDH dénonce le recours à la terreur, les crimes contre l'humanité, la répression brutale des mouvements sociaux et des dites « minorités », les violations massives et délibérées des populations civiles. Avec la FIDH (Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme), avec l'AEDH (Association européenne pour la défense des droits de l'Homme), avec EuroMed Droits (Réseau euroméditerranéen des droits de l'Homme), la LDH est solidaire des victimes d'atteintes à tous les droits.

Au Havre, la section a multiplié les actions de solidarité : cercle de silence en soutien à tous les migrants, Marche pour la paix... et soutien aux délinquants solidaires dont Léopold Jacquens.

La section de Pont-Audemer Bernay a organisé des réunions avec des intervenants sur la situation des prisonniers palestiniens.

## Œuvrer pour plus de démocratie et nourrir le débat citoyen

La LDH s'inquiète des atteintes aux libertés publiques aggravées par des lois sécuritaires. Elle dénonce une politique du tout carcéral, alors que les prisons surpeuplées sont des lieux d'inhumanité et de violence. La LDH agit aussi pour l'indépendance de la justice et pour la présomption d'innocence. La LDH est de toutes les mobilisations contre l'extrême droite en France et s'oppose aux discours xénophobes. Les technologies de l'information et de la communication connaissent d'indéniables avancées mais peuvent être exploitées pour devenir des outils de surveillance et d'oppression. La LDH joue un rôle d'alerte.

L'ensemble des sections a participé aux actions contre la perpétuation de l'état d'urgence.

## Défendre l'égalité entre les femmes et les hommes

La LDH dénonce la persistance des violences, des inégalités et des discriminations qui touchent les femmes dans tous les domaines. Le 25 novembre 2017, Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, la LDH a mené une campagne offensive pour que cessent ces violences maintenant. Elle milite pour que la législation française, largement égalitaire, soit effectivement appliquée.

## Eduquer aux droits de l'Homme et à la citoyenneté

Les questions concernant la citoyenneté et l'effectivité des droits constituent une des préoccupations essentielles de la Ligue des droits de l'Homme.

Rencontrer les jeunes, leur donner la parole est donc un enjeu important.

La LDH en Basse-Normandie a poursuivi et amplifié, en 2017, son projet initié en 2012 en direction des jeunes.

Les plaidoiries lycéennes pour les droits de l'Homme permettent aux élèves de présenter une plaidoirie sur un sujet de leur choix, en rapport avec un ou des articles de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH). Dans la Manche, ce concours a mobilisé cinq sections locales, et a permis à presque 1 250 lycéens de s'exprimer. A Caen, le lycée Jules Verne, de Mondeville, a fait appel à la section pour aider les lycéens à préparer leurs plaidoiries. Le comité régional réfléchit à l'élargissement de cette action importante à l'ensemble de la Normandie.

Le livret réalisé en Basse-Normandie par des jeunes et pour des jeunes présente la LDH et reprend les trente articles de la DUDH illustrés par des lycéens de Basse-Normandie. Il est maintenant diffusé partout en Normandie.

**La Normandie réunifiée saura poursuivre ce travail en faisant mieux connaître les actions entreprises et les synergies possibles, notamment à travers la mise en place de moyens de diffusion modernes.**

# LES CONTACTS DANS VOTRE RÉGION



## Comité régional Normandie

ldh.normandie@ldh-france.org

## Fédération Calvados

Maisons des solidarités  
51, quai de Juillet  
14000 Caen

## Section Caen

Maison des associations  
7 bis, rue Neuve Bourg l'Abbé  
14000 Caen  
ldh-caen@ldh-france.org

## Section Hérouville-Saint-Clair

Maison des associations  
1018, Grand Parc  
14200 Hérouville-Saint-Clair  
herouville@ldh-france.org  
site.ldh-france.org/herouville-st-clair/  
ldhherrouville

## Section

Lisieux Pays d'Auge  
Espace Victor Hugo  
14100 Lisieux  
ldh14.lxpa@free.fr

## Eure

### Section

Etrepagny et Gisors  
db\_ldh\_gisors@icloud.com

■ Ligue des Droits de l'Homme -  
Gisors\Etrepagny

### Section

Louviers  
4, rue du 8 mai 1945  
27400 Louviers  
02 32 40 10 13  
louviers@ldh-france.org

### Section

Pont-Audemer Bernay  
06 45 17 51 63  
pont-audemer.bernay@ldh-france.org

### Section

Vernon  
20, boulevard Georges Azenia  
27200 Vernon  
ldh27vernon@orange.fr

## Fédération

Manche  
ldhfedemanche@yahoo.com

### Section

Avranches  
sectionavranches@ldh-france.org

### Section

Cherbourg Cotentin  
ldhcherbourgcotentin@gmail.com

## Section

### Coutances

Centre administratif et culturel  
« Les Unelles »  
Boîte n°1  
11, rue Saint-Maur  
50200 Coutances  
sectioncoutances@ldh-france.org

### Section

Granville  
Forum Jules Ferry  
41, rue Saint-Paul  
50400 Granville  
ldh50-gc@voila.fr

### Section

Saint-Lô  
BP 312  
5, boulevard de la Dollée  
50000 Saint-Lô  
02 33 47 37 93

## Orne

### Section

Alençon  
Maison de la vie associative  
25, rue Demées  
61000 Alençon

## Adhérer à la LDH

Pour adhérer directement sur Internet, rendez-vous sur [www.ldh-france.org/Adherer](http://www.ldh-france.org/Adherer)  
ou envoyez ce bulletin à LDH, 138 rue Marcadet, 75018 Paris

Mme  M. ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Tél. : .....  
..... Mail : .....

Je souhaite adhérer à la LDH.







**LdH — Ligue des droits de l'Homme**

138 rue Marcadet – 75018 Paris

Tél. 01 56 55 51 00 – Fax 01 42 55 51 21

ldh@ldh-france.org – [www.ldh-france.org](http://www.ldh-france.org)